

Dépêche AEF : Retraites des enseignants : les syndicats réclament une revalorisation sans contrepartie sur leur service

5-6 minutes

"Nos inquiétudes sont renforcées", déclare à AEF info Frédérique Rolet (Snes-FSU) après la réunion sur la revalorisation des enseignants du 8 octobre 2019 entre les syndicats, Jean-Michel Blanquer et Jean-Paul Delevoye. Les syndicats craignent que la revalorisation soit liée à des contreparties. "C'est un gros point d'inquiétude", souligne Jean-Rémi Girard (Snalc). À la suite de cette réunion, qui n'a pas débouché sur des avancées concrètes, les syndicats demandent des engagements d'ici janvier. La prochaine réunion multilatérale est prévue le 7 novembre.



Le ministère de l'Éducation nationale Erwin Canard

Les discussions sur la revalorisation des enseignants sont officiellement lancées. Ce mardi 8 octobre 2019 s'est tenue, au ministère de l'Éducation nationale, une réunion de plus de trois heures entre le ministre Jean-Michel Blanquer, des membres de son cabinet, le haut-commissaire aux retraites Jean-Paul Delevoye et les représentants des organisations syndicales.

L'objet de ce rendez-vous était de réfléchir à des mesures de

compensation par rapport aux pertes qu'engendrera, pour les enseignants, la réforme des retraites ([lire sur AEF info](#)). En effet, en l'état actuel des choses et des carrières enseignantes, les pensions de retraite des professeurs diminueraient à la suite de la réforme. Le ministre de l'Éducation ([lire sur AEF info](#)) et le Premier ministre Édouard Philippe ([lire sur AEF info](#)) ont assuré à plusieurs reprises que les rémunérations devaient être revalorisées pour compenser cette perte.

Pas d'avancées concrètes

Selon les syndicats contactés par AEF info, Jean-Michel Blanquer, lors de cette réunion, a réaffirmé son engagement de revaloriser les enseignants pour que les pensions des enseignants ne diminuent pas avec la réforme des retraites. "C'est une bonne chose, néanmoins, ce qu'il y a derrière n'est pas clair", précise Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du Sgen-CFDT. En effet, le rendez-vous n'a pas débouché sur des avancées concrètes.

"Nous ne sortons pas de ce rendez-vous avec une impression de clarté, explique Jean-Rémi Girard, président du Snalc. Le ministre nous a demandé de ne pas véhiculer des inquiétudes envers les personnels, cependant, il n'a pas dit grand-chose pour lever ces inquiétudes."

"Les propos du président ont brouillé les pistes"

Une des craintes des syndicats est que la revalorisation soit liée à des contreparties. "Nous avons interprété les propos du ministre comme un conditionnement de la revalorisation à des missions, à une modification du temps de travail", déclare Frédérique Rolet, secrétaire générale du Snes-FSU, qui ajoute : "Il est clair que le ministre ne parle pas de revalorisation globale ni de revoir les carrières. Nos inquiétudes se retrouvent renforcées."

"Nous n'avons pas été rassurés sur les propos du président de la République qui évoquait une revalorisation mais avec des contreparties, en termes de vacances, d'obligations de service... ([lire sur AEF info](#)) Pour le ministre, tout est sur la table. C'est un gros point d'inquiétude", renchérit Jean-Rémi Girard. Même son de cloche chez Frédéric Marchand, secrétaire général de l'Unsa Éducation : "Les propos du président ont brouillé les pistes, et évoquer les questions qui fâchent - vacances, temps de travail... - n'est pas une bonne manière de débiter les discussions. Nous

avons besoin d'une revalorisation sans cela."

prochaine réunion multilatérale le 7 novembre

Durant la réunion, Jean-Michel Blanquer a notamment évoqué une réflexion sur le métier et sur "une plus grande personnalisation des rémunérations, en fonction des différentes situations", indique Frédérique Rolet. "Des discussions sur le métier, pourquoi pas, mais la première étape est bien la revalorisation, sans conditions préalables", revendique Frédéric Marchand.

Les organisations syndicales demandent "du concret, du précis", et rapidement. C'est pourquoi le calendrier des prochaines discussions a été avancé. Le ministre avait en effet prévu une prochaine rencontre le 7 novembre, pour établir un état des lieux des pensions et des rémunérations des enseignants mais plusieurs organisations syndicales ont protesté contre cette date, tardive selon elles, d'autant que, pour Frédérique Rolet, "le constat, on l'a déjà".

"L'examen parlementaire de la réforme des retraites commencera en janvier. Nous avons besoin, avant cela, d'avoir des choses concrètes. Nous ne pouvons pas nous contenter de promesses. Nous voulons des garanties", clame Jean-Rémi Girard. "Nous voulons des avancées d'ici-là", appuie Frédéric Marchand.

Alors, si le rendez-vous du 7 novembre est bien maintenu, d'ici-là, des réunions bilatérales se tiendront entre le cabinet du ministre et les syndicats. Une autre réunion multilatérale est prévue en décembre.